

Nouvelles

DE LA Bibliothèque nationale

Juin 1997
Vol. 29, n° 6
ISSN 0027-9633



Sommaire

Technologie

- ◆ Les ressources numériques dans les bibliothèques canadiennes : analyse d'une enquête de la Bibliothèque nationale /1

Le milieu des bibliothèques

- ◆ Vers l'harmonisation des formats MARC /7
- ◆ La Conférence internationale sur les RCAA en octobre 1997 /8

Mise en commun des ressources

- ◆ La mise en commun des ressources à l'aube du troisième millénaire /10
- ◆ Collaboration entre la Bibliothèque nationale du Canada et des fournisseurs de systèmes de bibliothèque /11
- ◆ Répertoires de mise en commun des ressources /12
- ◆ Quelques données statistiques sur le prêt entre bibliothèques au Canada /13
- ◆ Le point sur la norme internationale de PEB /13

Programmes publics

- ◆ Regarder des illustrations : une nouvelle exposition à la Bibliothèque nationale du Canada /15



- ◆ Les auteurs canadiens traduits /16

Recherche

- ◆ Projets de recherche en bibliothéconomie et en sciences de l'information /18

TECHNOLOGIE

LES RESSOURCES NUMÉRIQUES DANS LES BIBLIOTHÈQUES CANADIENNES :

analyse d'une enquête de la Bibliothèque nationale

par Susan Haigh,
Analyse de l'information et des normes

Plus tôt cette année, la Bibliothèque nationale du Canada a mené une consultation nationale sur les ressources documentaires numériques dans les bibliothèques canadiennes. La première partie du processus comprenait une enquête auprès de certaines bibliothèques canadiennes pour s'enquérir de l'état actuel des activités en matière de

collections numériques. La seconde partie consistait en une réunion restreinte tenue à la Bibliothèque nationale à Ottawa, les 21 et 22 mars, dont le compte rendu figurera dans le numéro de juillet-août de *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

En février 1997, les questionnaires électroniques en français et en anglais ont été montés sur le site World Wide Web (W3) de la Bibliothèque nationale, et un message électronique explicatif a été expédié à 112 bibliothèques, notamment à des membres de l'Association des bibliothécaires parlementaires au Canada (ABPAC), de l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC), du Conseil des directeurs des bibliothèques provinciales et territoriales (PTLDC), du Conseil des

directeurs des grandes bibliothèques publiques (CALUPL), ainsi qu'au comité directeur du Conseil des bibliothèques du gouvernement fédéral (CBGF).

Nous avons reçu 50 réponses au total, ce qui constitue un taux de participation de 45 p. cent. Voici la répartition des types de bibliothèques :

| | | |
|--|----|------|
| Bibliothèques universitaires | 19 | 38 % |
| Bibliothèques publiques | 12 | 24 % |
| Bibliothèques nationales ou provinciales | 4 | 8 % |
| Bibliothèques parlementaires ou législatives | 6 | 12 % |
| Bibliothèques du gouvernement fédéral | 6 | 12 % |
| Autres types de bibliothèques spécialisées | 3 | 6 % |





CONSTATATIONS GÉNÉRALES

En général, on constate que 66 p. cent des répondants (33) ont entrepris des projets de numérisation touchant leurs collections d'imprimés; 46 p. cent (23) rassemblent et entreposent localement des ressources numériques produites par des organismes externes; et 80 p. cent (40) entreprennent d'organiser des liens à des ressources W3 externes pour le bénéfice de leurs clients. Un vaste éventail de technologies servent à soutenir ces activités. La plupart des bibliothèques n'ont pas complètement résolu les problèmes de gestion et de financement du développement des ressources documentaires numériques.

En fait, la majorité des activités à ce jour ont été exploratoires — débattre des problèmes, planifier et obtenir des approbations et du financement, et entreprendre et évaluer des projets pilotes. Le corpus de documents, surtout de ressources canadiennes importantes sous forme numérique en direct et utiles à la recherche, n'est pas volumineux pour le moment. Toutefois, on constate nettement beaucoup d'intérêt et un engagement marqué à poursuivre l'édification de collections de ressources documentaires numériques.

ACTIVITÉS DE NUMÉRISATION

CRITÈRES DE SÉLECTION

Des 33 bibliothèques répondantes qui indiquent avoir entrepris des projets de numérisation, la majorité (26, ou 79 p. cent) précisent qu'elles ont choisi des documents à numériser en fonction des critères suivants :

| | | |
|--|----|------|
| Accessibilité accrue | 21 | 64 % |
| Sujet | 16 | 48 % |
| Fragilité | 11 | 33 % |
| Contenu canadien ou intérêt local/régional | 11 | 33 % |
| Demande des utilisateurs | 10 | 30 % |

Deux institutions précisent que leurs activités de numérisation répondaient strictement à la demande des clients concernant la livraison de documents.

SUPPORTS/TYPE DE DOCUMENT

Les répondants participent à la numérisation d'une vaste gamme de documents, comme suit :

| | | |
|-----------------------------------|----|------|
| Livres complets | 15 | 45 % |
| Photographies, diapositives, etc. | 15 | 45 % |
| Instruments de recherche internes | 14 | 42 % |
| Articles de périodiques | 13 | 39 % |
| Extraits de livres | 10 | 30 % |
| Manuscrits | 9 | 27 % |
| Affiches | 8 | 24 % |
| Cartes | 7 | 21 % |
| Gravures, etc. | 7 | 21 % |
| Dessins | 6 | 18 % |
| Microformes | 5 | 15 % |
| Enregistrements sonores | 4 | 12 % |
| Objets divers | 2 | 6 % |
| Films/vidéos | 1 | 3 % |
| Partitions | 1 | 3 % |
| Autre | 12 | 36 % |

Dans la catégorie « autre », les répondants mentionnent des thèses, des documents officiels, des cartes postales, des index de livres et de journaux, ainsi que des revues et des journaux complets.

LANGUE

Les documents en anglais ont été numérisés par 97 p. cent des répondants (28 sur 29). Dans ces collections, les documents en anglais constituent une moyenne de 80 p. cent de la collection. Les documents en français ont été numérisés par 59 p. cent des répondants (17 sur 29); et le niveau moyen de documents en français dans ces collections se situe à 34 p. cent.

SUJET

Les sujets des documents numérisés varient énormément et, comme on peut s'y attendre, ils ont tendance à refléter le type de bibliothèque et ses clients principaux :

- Les bibliothèques publiques ont tendance à numériser des documents

Nouvelles

DE LA Bibliothèque nationale



ÉDITRICE

Margo Wiper

RÉDACTRICE EN CHEF

Gwynneth Evans

RÉDACTION

Jean-Marie Brière

Willadean Leo

PRODUCTION

Roseanne Ducharme, Denis Schryburt

Les **Nouvelles de la Bibliothèque nationale** sont publiées 10 fois par année et elles sont distribuées gratuitement à ceux qui en font la demande. Si vous désirez changer votre adresse, S.V.P. retourner votre étiquette d'adresse avec les changements désirés à Marketing et édition, Bibliothèque nationale du Canada, 395, rue Wellington, Ottawa, Canada K1A 0N4. Télécopieur : (613) 991-9871. Internet : publications@nlc-bnc.ca

Les **Nouvelles de la Bibliothèque nationale** sont accessibles aussi au service Web de la Bibliothèque nationale à www.nlc-bnc.ca/nl-news/fnlnews.htm

Cette publication peut être reproduite sans autorisation à la condition d'indiquer la source en entier. Les anciens numéros des **Nouvelles de la Bibliothèque nationale** peuvent être obtenus en écrivant à l'adresse mentionnée ci-dessus. S.V.P., préciser le(s) volume(s) et numéro(s) désiré(s).

Les **Nouvelles de la Bibliothèque nationale** sont répertoriées dans le Canadian Magazine Index, le Canadian Periodical Index, le Children's Literature Abstracts et sont disponibles en direct dans la base de données Canadian Business and Current Affairs.

Tous les moyens ont été utilisés afin de retracer les détenteurs du droit d'auteur des documents utilisés dans cette publication. Tout oubli est involontaire et la Bibliothèque nationale du Canada est prête à rectifier toute erreur commise par mégarde.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 1997, représentée par la Bibliothèque nationale du Canada.



Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48-1992. Le logo de la Bibliothèque nationale du Canada s'inspire de la murale «La Connaissance/Knowledge» créée par Alfred Pellan pour la salle de référence de la Bibliothèque nationale.



- Les bibliothèques publiques ont tendance à numériser des documents sur l'histoire locale ou d'intérêt local. L'une d'elles, la bibliothèque publique de North York, crée des histoires audio numérisées pour enfants.
- Les projets de numérisation des bibliothèques universitaires ont tendance à être basés sur des collections spéciales, telles que la E. Pauline Johnson Archive à l'Université McMaster, et des documents manuscrits sur l'histoire des Loyalistes à l'Université du Nouveau-Brunswick; ou les collections sont basées sur de grandes disciplines tels l'architecture, la musique, le droit, l'éducation, l'économie ou l'histoire.
- Une bibliothèque législative, celle de la Nouvelle-Écosse, a commencé de numériser les documents sessionnels et législatifs de la province.
- La bibliothèque provinciale de la Saskatchewan numérise les documents gouvernementaux provinciaux et municipaux de la Saskatchewan.
- Les efforts des bibliothèques spécialisées reflètent la composition de leurs auditoires spécialisés : par exemple, la bibliothèque du Service forestier de l'Atlantique numérise des documents dans les domaines de la foresterie, de l'entomologie, de la science des sols et des sujets connexes; la bibliothèque du CRDI numérise des documents liés au développement durable.

Les sujets ou documents canadiens semblent être particulièrement ciblés à environ 20 des 33 bibliothèques répondantes (61 p. cent). Pour le moment, cinq bibliothèques numérisent uniquement leurs propres publications, des instruments de recherche internes, des guides d'étudiant et des documents semblables.

ÉCHELLE DES PROJETS

Un certain nombre d'établissements canadiens signalent une production à grande échelle de documents numérisés à ce jour. En voici quelques-uns :

- 18 000 documents à la Bibliothèque nationale du Québec (stockage non signalé);
- 4 100 documents à l'Université McGill (1,9 Go, c.-à-d. gigaoctet);
- 2 500 documents à l'Université de Toronto (75 Go);
- 2 400 à la bibliothèque provinciale de la Nouvelle-Écosse (23 Mo, c.-à-d. mégaoctets);
- 1 600 à l'Université McMaster (130 Mo);
- 1 000 et plus à l'Université Simon Fraser (env. 2 Go)
- 18 000 photographies à l'Université de la Colombie-Britannique (stockage non signalé).

ACCÈS BIBLIOGRAPHIQUE

Vingt-deux répondants indiquent le type d'accès bibliographique descriptif offert dans leurs collections numérisées. De ceux-ci, 12 répondants (55 p. cent) indiquent qu'ils cataloguent les documents suivant les RCAA/MARC; mais l'accès non normalisé prévaut presque également, chez neuf répondants (41 p. cent).

Le modèle est très semblable concernant l'accès aux matières : 12 sur 25 classifient les documents suivant les classifications LC ou Dewey, et l'accès non normalisé est fourni dans neuf cas. Vingt-deux p. cent des bibliothèques (six sur 27 répondants) énumèrent l'ensemble de leurs documents numérisés dans leur catalogue public en direct; certains documents sont énumérés par 37 p. cent des répondants; et aucun par 41 p. cent.

INTENTION D'ARCHIVER

Neuf répondants (sur 28, ou 32 p. cent) indiquent qu'ils ne comptent pas conserver les documents numérisés à perpétuité. Dans ces cas, les documents numérisés sont soit balayés pour les demandes de livraison de documents ou des documents éphémères produits par la bibliothèque. La plupart des répondants (21 sur 24) comptent archiver les documents, mais beaucoup d'entre eux (17) n'ont pas encore élaboré de plans concrets pour réaliser cet objectif. Deux institutions mentionnent le SGML comme moyen d'assurer l'accessibilité à long terme.

PLANS FUTURS

La majorité des répondants (28 sur 34, ou 82 p. cent) indiquent qu'ils comptent poursuivre ou accroître leurs activités de numérisation, les six autres

indiquant qu'ils n'ont aucun plan concernant des projets futurs pour le moment. Voici des exemples de projets prévus :

- L'Institut canadien de microreproductions historiques, en partenariat avec l'Université Laval, l'Université de Toronto et la Bibliothèque nationale du Canada, numérise 5 000 titres sur microformes de Canadiana d'avant 1900 dans les domaines des études autochtones, de l'histoire des femmes canadiennes et de la littérature canadienne. Le projet commencé en 1997 se terminera en 1999.
- Un Centre des textes électroniques (CTE) pour les textes commerciaux et du domaine public, qui fera peut-être appel à la SGML Text Encoding Initiative (initiative d'encodage de texte du SGML) pour la définition du type de documents (DTD), est prévu à l'Université de Waterloo. Un CTE fonctionne déjà à l'Université du Nouveau-Brunswick. La numérisation des thèses est comprise dans les plans des deux.
- L'Université de la Colombie-Britannique prévoit également un projet lié aux thèses et songe à recourir à la SGML Encoded Archival Description (description archivistique encodée du SGML) pour la DTD afin de rendre accessible les instruments de recherche de sa collection de photographies.
- La bibliothèque législative de la Nouvelle-Écosse prévoit numériser les lois de la Nouvelle-Écosse de 1758 à 1950, de même que les journaux de l'Assemblée législative de la province.
- La bibliothèque législative du Manitoba songe à numériser le *Manitoba Newspaper Checklist*.
- L'Université de la Saskatchewan prévoit terminer le *Saskatchewan Newspaper Index* et accroître ses collections numérisées en études autochtones.
- La bibliothèque des Affaires indiennes et du Nord canadien compte numériser les livres blancs et les rapports des Commissions royales sur les affaires autochtones.



Voici les adresses de l'échantillon des projets de numérisation indiqués dans les questionnaires

La collection George R. Pearkes et le fonds d'archives Victoria College (Université de Victoria) <http://www.schoolnet.ca/collections/uvic/>

Index des Archives de l'Office de révision du Code civil (Université McGill) <http://www.law.library.mcgill.ca/ccro/>

First Nations Resources Project (Université de la Saskatchewan) <http://library.usask.ca/native/>

Projet de numérisation de la Résistance du Nord-Ouest (Université de la Saskatchewan) <http://library.usask.ca/northwest>

Les archives E. Pauline Johnson (Université McMaster) <http://www.humanities.mcmaster.ca/~pjohnson/mock.html>

Benjamin Marston Diaries Collection (Université du Nouveau-Brunswick) <http://www.lib.unb.ca/Texts/Marston/Marston.html>

REGISTRE NATIONAL

Trente et un répondants sur 33, ou 94 p. cent, se disent en faveur d'établir un registre national des projets de numérisation ou des produits numérisés, afin d'éviter le dédoublement coûteux des travaux de numérisation.

COLLECTIONS NUMÉRISÉES DES RESSOURCES EXTERNES

Vingt-trois répondants (44 p. cent du total) recueillent de l'information publiée par des sources externes. Treize de ceux-ci (57 p. cent) sont des bibliothèques universitaires. (« Groupement » dans ce cas est défini comme étant acquérir et stocker sur des serveurs locaux, par opposition à relier à des ressources sur des serveurs à distance.)

CRITÈRES DE SÉLECTION

Le choix des ressources électroniques dans certaines bibliothèques est régi par les mêmes politiques de développement des collections qui encadrent les acquisitions d'imprimés (5 sur 23). D'autres mentionnent des critères précis comme la matière, la langue, la demande, les demandes provenant des professeurs et le soutien du mandat institutionnel ou de la recherche (15 répondants sur 23 mentionnent un ou plusieurs de ces critères). Quelques-uns citent les autres aspects suivants : le prix, la facilité de

mettre en réseau, ainsi que la facilité d'accès.

TYPE ET MATIÈRE DES DOCUMENTS

Les types de documents suivants prévalent dans les collections électroniques :

| | | |
|---------------------------|----|------|
| Documents | 17 | 74 % |
| Périodiques électroniques | 15 | 65 % |
| Sites W3 | 13 | 57 % |
| Livres électroniques | 9 | 39 % |

Parmi les types d'information recueillie que l'on mentionne le plus fréquemment, citons les fichiers de données statistiques et financières (tels l'Initiative de divulgation des données de Statistique Canada), des ressources de référence telles des index (p. ex., KIOSK CBCA), des dictionnaires et des encyclopédies, ainsi que des bases de données en texte intégral comme la base de données sur la poésie de Chadwyck-Healey. En général, les matières ont tendance à refléter le mandat de l'institution, mais elles sont moins centrées sur les ressources canadiennes et locales que ne le sont les projets de numérisation.

LANGUE

L'ensemble des répondants rassemblent des documents en anglais à un niveau moyen de 91 p. cent de toute leur collection. Chez les neuf répondants qui regroupent des documents en français,

ceux-ci représentent une moyenne de 20 p. cent de leurs collections électroniques.

ÉCHELLE DES PROJETS

Quelques institutions ont déjà bâti des collections numérisées en direct considérables. En voici la liste :

- 2 500 titres à l'Université Queen's (15 Go)
- 2 000 titres à l'Université de Toronto (stockage non signalé)
- 1 500 titres à l'Université Carleton (9 Go)
- 1 000 titres à l'Institut national canadien pour les aveugles (stockage non signalé)
- 212 titres à la Bibliothèque nationale du Canada (1 Go).

RESTRICTIONS À L'ACCÈS

Les universités ont tendance à restreindre à leur propre collectivité l'accès à leurs titres électroniques commerciaux pourvus d'une licence. La collection électronique de la Bibliothèque nationale comprend à l'heure actuelle des revues et des monographies électroniques publiées au Canada qui sont accessibles sur des réseaux sans restriction ou frais.

ACCÈS BIBLIOGRAPHIQUE

Le modèle d'accès bibliographique concernant les acquisitions numériques externes est semblable à celui mentionné ci-dessus concernant les documents numérisés, avec 56 p. cent des répondants qui cataloguent les documents suivant les RCAA/MARC, et 55 p. cent qui classifient les documents selon les classifications LC ou Dewey. Quatre-vingt-six pour cent des répondants énumèrent toutes (5 sur 21) ou quelques-unes (13) de leurs ressources numériques externes dans leur catalogue public en direct.

INTENTION D'ARCHIVER

La plupart des bibliothèques (6 sur 18 répondants) ont décidé de ne pas archiver à perpétuité leurs collections électroniques de documents externes ou n'ont pas encore résolu la question (8). Des quatre institutions qui prévoient archiver leurs documents, une seule (Université Queen's) a entrepris la conversion d'un ancien support de stockage sur un nouveau support.



PLANS FUTURS

Les plans d'avenir des bibliothèques s'échelonnent de incertain (6 sur 23), à poursuivre d'après les niveaux actuels de cueillette électronique (5), à augmenter leur programme d'acquisitions numériques (8). Quelques répondants préfèrent fournir l'accès à des ressources à distance plutôt que d'acquérir les documents (4); d'autres se disent préoccupés d'atteindre l'équilibre approprié entre fournir l'accès à des documents éloignés et la propriété locale (2). L'Université de Toronto a pour objectif déclaré de livrer 25 p. cent de l'information par voie électronique d'ici l'an 2001.

SERVICES D'ACCÈS AUX RESSOURCES W3

ACCÈS À INTERNET POUR
LE PERSONNEL ET LE PUBLIC

Trente-deux (sur 41) bibliothèques mentionnent que tout leur personnel a accès à Internet (78 p. cent). Des postes d'accès public à Internet sont fournis chez 84 p. cent (32 sur 38) des bibliothèques répondantes. Le nombre de postes d'accès public dans ces bibliothèques s'échelonne de un poste à la Bibliothèque nationale, à Agriculture Canada et à la bibliothèque provinciale de la Nouvelle-Écosse, à 500 postes à l'Université du Manitoba. Voici d'autres universités où un nombre important de postes d'accès public à Internet existent : l'Université de l'Alberta (175), l'Université Queen's (165), l'Université de la Saskatchewan (125) et l'Université Simon Fraser (125).

TYPES DE RESSOURCES ACCESSIBLES

Les 43 répondants à cette section offrent une gamme de services W3 :

| | | |
|--|----|------|
| Bibliothèque possède un site W3 | 40 | 93 % |
| Base(s) de données accessible(s) par le W3 | 25 | 58 % |
| Listes W3 balayables | 25 | 58 % |
| OPAC par interface W3 | 22 | 51 % |
| OPAC par Telnet | 18 | 42 % |
| Recherche en texte intégral | 15 | 35 % |
| Autre | 12 | 28 % |

Vingt-six répondants (65 p. cent) rendent accessible leur catalogue soit par une interface W3 ou par Telnet; 13 offrent les deux en ce moment.

LIENS ORGANISÉS À DES RESSOURCES EXTERNES

Presque tous les répondants (40 sur 43, ou 93 p. cent) offrent une certaine forme de structure organisée vers des liens W3 externes au profit de leurs usagers. Les types de ressources vers lesquelles ils offrent des liens sont divers :

| | | |
|------------------------------------|----|------|
| Sites W3 | 37 | 90 % |
| Catalogues de bibliothèque | 32 | 78 % |
| Sources de référence électroniques | 31 | 76 % |
| Répertoires électroniques | 25 | 61 % |
| Revue électronique | 24 | 59 % |
| Livres électroniques | 21 | 51 % |
| Documents particuliers | 21 | 51 % |
| Collections électroniques | 18 | 44 % |
| Autre | 10 | 24 % |

Les deux sites appréciables de liens structurés sont Information sur le Canada par matière de la Bibliothèque nationale

(<http://www.nlc-bnc.ca/caninfo/fcaninfo.htm>) et World View de la bibliothèque de référence du Toronto métropolitain, qui a structuré environ 1 100 sites par matière, mais qui sont accessibles uniquement sur les ordinateurs sur place de la bibliothèque.

AUTRES SERVICES D'ACCÈS AUX RESSOURCES NUMÉRIQUES

Six bibliothèques universitaires mentionnent qu'elles offrent des services de données électroniques comme l'Initiative de divulgation des données ou l'Enquête sur l'information géographique. (D'autres bibliothèques universitaires ont mentionné celles-ci plus haut dans le questionnaire comme faisant partie de leur collection de ressources externes.) D'autres services mentionnés comprennent les services de référence électroniques; les demandes électroniques de livraison de documents, les ouvrages en réserve, les renouvellements, le catalogage urgent, etc.; les fournitures d'exemplaires numériques; la fourniture de tutoriels et de guides basés sur le W3; un gestionnaire Listserv pour les clients; ainsi que la fourniture et la mise à jour de divers répertoires.

PLANS FUTURS

Des 33 répondants, cinq seulement indiquent n'avoir aucun plan ferme à l'heure actuelle concernant les services pour accéder aux ressources numériques. Quatorze répondants ont des plans d'expansion, et sept indiquent qu'ils comptent augmenter l'intégration des services comme les liens à leurs ressources électroniques au sein de leur catalogue public en direct. Les plans concernant des nouveaux services comprennent un service de réserve par voie électronique (Université de l'Alberta), un service de textes et de données électroniques (Université McMaster), la mise à disposition d'instruments de recherche codés suivant la description archivistique encodée du SGML (Université de la Colombie-Britannique), la mise en oeuvre de la livraison de documents dans les ordinateurs personnels des professeurs (Université Queen's), et le montage d'une base de données sur des ressources Internet évaluées et utiles

Voici quelques collections de ressources électroniques en ligne de bibliothèques canadiennes (l'accès à certains titres peut être limité)

Université Simon Fraser <http://www.lib.sfu.ca/kiosk/other/athruc.htm>

Université de Toronto <http://www.library.utoronto.ca/www/index.html>

Bibliothèque nationale du Canada <http://www.nlc-bnc.ca/e-coll-e/index-f.htm>

Université Queen's http://130.15.161.74/qline_plus/db_all.htm



pour le personnel de la référence et les usagers des bibliothèques publiques (Direction des services de bibliothèque, C.-B.).

INFRASTRUCTURE TECHNIQUE

TYPE ET VITESSE DE LA CONNEXION AU RÉSEAU

La plupart des répondants (26 sur 31, ou 84 p. cent) disposent d'une ligne spécialisée louée pour l'accès à Internet, à savoir un accès par ligne commutée pour quatre d'entre eux (13 p. cent) et un accès ordinaire par ligne commutée pour les neuf autres (29 p. cent). La moitié des répondants (18 sur 36) possèdent une ligne T1. À l'autre extrémité de l'échelle, 11 p. cent des répondants mentionnent des vitesses de modem de 56, 28,8 et 14,4 Kbps.

SYSTÈMES D'EXPLOITATION

Quatre-vingt trois p. cent des répondants (33 sur 40) disent utiliser plus d'un système d'exploitation pour soutenir les travaux de bibliothèque numérique. En voici la répartition :

| | | |
|-------------|----|------|
| UNIX | 34 | 85 % |
| Windows 3.1 | 24 | 60 % |
| Windows NT | 22 | 55 % |
| Novell | 20 | 50 % |
| Windows 95 | 19 | 48 % |
| MS-DOS | 16 | 40 % |
| Apple/Mac | 11 | 28 % |
| VMS | 6 | 15 % |
| Autre | 3 | 8 % |

TYPE DE LOGICIEL-SERVEUR

Trente-trois répondants indiquent les types de logiciel-serveur qu'ils possèdent, comme suit :

| | | |
|--------|----|------|
| Web | 31 | 94 % |
| Mail | 26 | 79 % |
| Telnet | 24 | 73 % |
| FTP | 20 | 61 % |
| News | 8 | 24 % |
| Gopher | 4 | 12 % |

| | | |
|-------|---|-----|
| Audio | 3 | 9 % |
| Vidéo | 1 | 3 % |

TYPES DE RÉSEAUX

Quatre-vingt-dix-sept pour cent des bibliothèques répondantes (35 sur 36) disposent de réseaux locaux (RL), 47 p. cent (17) possèdent un réseau à grande distance (WAN), et 25 p. cent (9) signalent un ou plusieurs intranets.

PROTOCOLES UTILISÉS

Le taux d'utilisation de protocole chez les 30 bibliothèques qui ont répondu à cette question se présente comme suit :

| | | |
|------------------|----|------|
| Z39.50 | 20 | 67 % |
| Protocole de PEB | 16 | 53 % |
| X.400 | 7 | 23 % |
| X.500 | 4 | 13 % |

QUESTIONS DE GESTION

CADRE STRATÉGIQUE

Des politiques régissant les ressources documentaires numériques n'ont pas encore été complètement définies dans la plupart des bibliothèques. Bien que 88 p. cent (23 sur 26) des répondants indiquent qu'ils ont rédigé des politiques et des procédures portant sur l'acquisition de documents numériques sur support physique (p. ex., cédérom), seuls 62 p. cent (16) possèdent une telle politique régissant l'acquisition de documents numériques en ligne (non physiques). Seule la moitié de ces derniers (8) avait défini des critères de sélection de ces documents. Des politiques régissant l'accessibilité à long terme des ressources électroniques (p. ex., des politiques d'archivage) ont été élaborées dans 15 p. cent (4) des bibliothèques répondantes.

CONSULTATION

Plusieurs répondants (6 sur 30) se sont servis de mécanismes de consultation officiels tels des groupes de discussion et des questionnaires pour établir les besoins et les préférences de leurs usagers concernant les collections et les services documentaires numériques. Plus souvent, toutefois, les bibliothèques mentionnent qu'elles recherchent une approbation concernant l'orientation de projets ou de programmes de la part de leur conseil ou

de leur comité consultatif (15), et nombreuses sont celles qui cherchent à obtenir de la rétroaction non officielle sur des projets ou des produits par le biais des mécanismes comme la sollicitation de commentaires sur un site W3 ou par courrier électronique (10). Plusieurs mentionnent avoir fait des exposés devant des groupes d'usagers ou de parties intéressées, et avoir participé à des salons et des expositions de l'industrie, à la fois comme mécanisme de promotion et de recherche de rétroaction.

COÛTS

La moitié des répondants (16 sur 32) indiquent qu'ils n'ont pas consigné les coûts des activités en matière de ressources documentaires numériques; quatre autres ont été quelque peu en mesure de calculer les coûts, et 12 précisent qu'ils ont noté les coûts. La Bibliothèque nationale du Canada a évalué, en fonction de trois projets de collections numérisées d'Industrie Canada, que leurs coûts de numérisation s'élevaient à environ 5,50 \$ la page (calculé vers la fin d'un projet de numérisation de textes, lorsque des étudiants étaient complètement formés et travaillaient de façon efficiente), et 1,50 \$ par enregistrement dans la base de données.

COÛT-AVANTAGES

Un répondant mentionne avoir établi que les coûts de deux projets de numérisation parrainés par Industrie Canada, dans le cadre du Programme Collections numérisées Rescol, ont été supérieurs aux avantages que ces projets ont apporté à leurs usagers. Un autre rapporte que leur évaluation des coûts par rapport à la qualité les a amenés à « aller de l'avant prudemment ». Mais la majorité des répondants (20 sur 31) n'ont pas tenté d'évaluer le coût-avantages ou d'évaluer la satisfaction des usagers. Cinq répondants indiquent qu'ils ont rassemblé et évalué des données statistiques sur l'usage; et six répondants mentionnent qu'ils ont effectué un peu d'évaluation, habituellement par projet.

REMANIEMENTS ORGANISATIONNELS

Cinquante-huit pour cent des répondants (21 sur 36) précisent que leur bibliothèque a dû procéder à certains



CONCLUSION

remaniements organisationnels en raison des activités de numérisation des ressources documentaires. Celles qui n'ont pas procédé à de tels remaniements étaient, en général, de petites bibliothèques ou des bibliothèques qui n'avaient pas entrepris des projets à grande échelle à ce jour, bien que certaines (p. ex., l'Institut canadien de l'information scientifique et technique, la bibliothèque de référence du Toronto métropolitain) avaient des projets importants et actifs, mais elles avaient choisi présumément d'intégrer les activités de ressources documentaires numériques dans les structures organisationnelles existantes.

Dans les dernières questions de l'enquête, on demandait aux répondants d'énumérer les questions qui méritent un débat national et, éventuellement, une coordination nationale. En règle générale, les réponses tombent dans les catégories suivantes :

- Quoi numériser : critères de sélection et priorités
- Comment assurer l'accès à long terme et la conservation des ressources numériques
- Comment éviter le dédoublement d'efforts
- Élaboration et mise en application des normes appropriées

- Approches quant au droit d'auteur et aux licences
- Rôle des bibliothèques concernant l'accès équitable aux réseaux
- Approches quant au financement des travaux de numérisation et aux acquisitions numériques
- Quelle est la technologie nécessaire, et comment la subventionner ?
- Approches en matière de formation du personnel et des utilisateurs

Ces questions ont fourni un cadre général de discussion lors de la réunion de consultation nationale en mars, au cours de laquelle une stratégie nationale a été élaborée, et dont nous rendrons compte dans le prochain numéro de *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*. ♦

LE MILIEU DES BIBLIOTHÈQUES

Vers l'harmonisation des formats MARC

par Ingrid Parent et Margaret Stewart,
Acquisitions et services bibliographiques

Le développement des formats MARC (*Machine Readable Cataloguing*) a constitué un élément essentiel de la croissance de l'automatisation des systèmes de bibliothèque à l'échelle mondiale. Il existe un vaste éventail de divers formats MARC nationaux et internationaux développés durant les 30 dernières années, tous basés sur le

format MARC d'origine élaboré par la Library of Congress pendant les années 1960, dont le format CAN/MARC que la Bibliothèque nationale du Canada a commencé à utiliser en 1973. Ces formats de catalogage lisible par machine sont également tous basés sur la norme 2709 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), mais comportent des variantes locales et nationales au niveau du contenu et des caractéristiques de codage. Pendant trois décennies les milieux des bibliothèques et de l'information ont admirablement tiré parti de ces formats qui leur ont permis d'échanger de l'information bibliographique sous une forme relativement normalisée.

LES DÉMARCHES EN VUE D'HARMONISER LES FORMATS

Bien qu'Internet et la technologie actuelle en matière de télécommunications permettent l'échange de données sans égard aux frontières entre les pays, la conversion des notices d'un format national à un autre (p. ex., CAN/MARC, UKMARC, USMARC) demeure un obstacle important dans ce domaine. En outre, depuis quelques années, les bibliothèques cherchent activement à trouver des moyens de réduire les coûts liés à la création et à la distribution des notices bibliographiques. En 1994, compte tenu de ces facteurs techniques

et économiques, des représentants de la British Library, de la Library of Congress et de la Bibliothèque nationale du Canada ont entrepris une série de discussions qui visaient le rapprochement de leurs formats nationaux.

Ainsi, la dernière réunion tenue en février 1997 a permis de franchir une étape marquante puisqu'on y a accompli la pleine harmonisation des formats CAN/MARC et USMARC. À cet égard, la coopération de longue date entre les partenaires nord-américains en matière de développement de formats a facilité le processus de rapprochement des formats CAN/MARC et USMARC. Au cours des 10 dernières années, en raison des exigences communes et de la proximité des milieux bibliothéconomiques canadiens et américains, les différences entre les deux formats ont été aussi minimales que possible.

Des progrès majeurs ont été également accomplis sur le plan du rapprochement du format UKMARC et du format CAN/MARC-USMARC harmonisé. Néanmoins, les représentants des trois bibliothèques reconnaissent que le format UKMARC doit conserver certaines caractéristiques particulières aux milieux bibliothéconomiques de la Grande-Bretagne; donc, bien que la pleine harmonisation demeure un objectif



à long terme, les trois bibliothèques nationales s'engagent vers un rapprochement partiel du format UKMARC à court terme.

L'harmonisation de ces trois formats nationaux facilitera énormément le transfert d'information bibliographique entre les systèmes de bibliothèque d'Amérique du Nord et de Grande-Bretagne. Cependant, même si l'on maintient l'objectif d'harmonisation des formats, les développements futurs des formats tiendront compte d'autres normes internationales, telles UNIMARC, qui continueront de jouer un rôle important dans l'échange d'information bibliographique dans les autres parties du monde.

LES AVANTAGES DE L'HARMONISATION

La Bibliothèque nationale du Canada et tous les milieux bibliothéconomiques nord-américains bénéficieront des avantages à long terme et des réductions de coûts qui découlent d'un format commun au Canada et aux États-Unis. Non seulement le format harmonisé rendra-t-il plus facile les activités de mise en commun des notices et éliminera-t-il la nécessité de programmes de conversion dispendieux, mais il offrira également des occasions de collaborer à la conversion à partir d'autres formats, à l'accroissement du marché pour les fournisseurs de systèmes et à la réalisation d'économies sur les plans de la production de documentation et de l'entretien du format. Le résultat se traduira par une disponibilité des notices plus opportune et une utilité accrue de protocoles tels la norme Z39.50 pour les connexions à des ressources accessibles dans des bases de données.

CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE

Au cours des prochains mois, la Bibliothèque nationale du Canada, de concert avec la Library of Congress, élaborera un plan de mise en oeuvre conjoint et des mécanismes pour assurer la poursuite et le contrôle continu du développement futur du format. De plus, un comité de coordination de l'harmonisation des formats MARC, composé de représentants de la British

Library, de la Library of Congress et de la Bibliothèque nationale du Canada, est chargé de la poursuite des travaux d'harmonisation avec le format UKMARC et de la surveillance des modifications apportées au format. Également dans le cadre de l'harmonisation des formats MARC, un groupe technique a été formé afin d'aborder et de résoudre les questions d'ordre technique.

La mise en oeuvre coordonnée du format harmonisé en Amérique du Nord est prévue à l'été de 1998, ce qui devrait accorder suffisamment de temps aux fournisseurs de systèmes et aux systèmes de bibliothèque pour planifier et entreprendre les modifications nécessaires. La Bibliothèque nationale poursuivra ses travaux dans le cadre du Comité canadien sur le MARC et informera les milieux bibliothéconomiques quant au calendrier de mise en oeuvre et aux développements futurs.

Un document qui expose les modifications à apporter aux formats bibliographiques et d'autorité CAN/MARC existants pour atteindre l'harmonisation avec le USMARC est

disponible sur le site W3 de la Bibliothèque nationale (<http://www.nlc-bnc.ca>). Si vous avez des commentaires ou si vous désirez obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Ingrid Parent
Comité de coordination de l'harmonisation des formats MARC
Téléphone : (819) 994-6887
Télécopieur : (819) 953-0291
ATME : (613) 992-6969
Internet : ingrid.parent@nlc-bnc.ca
ou

Margaret Stewart
Groupe technique de l'harmonisation des formats MARC
Téléphone : (819) 994-6900
Télécopieur : (819) 953-0291
ATME : (613) 992-6969
Internet : marg.stewart@nlc-bnc.ca

Adresse postale de ces deux personnes :
Acquisitions et services bibliographiques
Bibliothèque nationale du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0N4 ♦

La Conférence internationale sur les RCAA en octobre 1997

par Margaret Stewart, Acquisitions et services bibliographiques et
Ralph W. Manning, Programmes nationaux et internationaux

L'adhésion à des normes acceptées à l'échelle internationale constitue l'élément essentiel du contrôle bibliographique. Dans la plupart des pays anglophones, le catalogage descriptif est régi par les Règles de catalogage anglo-américaines, 2^e éd., révision de 1988 qui, elles, se conforment aux Paris Principles of 1961 et à la Description bibliographique

internationale normalisée (ISBD). Les nouvelles possibilités d'accès aux notices bibliographiques qu'offrent les catalogues en direct et l'émergence de questions relatives au contrôle bibliographique des ressources électroniques, parmi d'autres tendances, ont incité le comité directeur mixte de révision des RCAA (connu sous l'acronyme JSC, le Joint Steering Committee) à répondre au vœu des milieux bibliographiques qui réclament

une révision en profondeur des règles. Afin d'affronter les défis que pose le réexamen des principes du code actuel, le JSC demande les conseils d'experts en catalogage par le biais d'une Conférence internationale sur les principes et l'évolution future des RCAA.

Les participants à la conférence passeront en revue les principes sous-jacents aux RCAA afin de déterminer si une révision en profondeur



des règles se révèle appropriée et faisable et, le cas échéant, conseilleront les membres du JSC quant à l'orientation et à la nature du processus de révision. Les recommandations tiendront compte des facteurs liés à la gestion, notamment le coût des changements. La conférence doit se tenir à Toronto, du 23 au 25 octobre 1997, et la participation à la conférence sera restreinte. Quelque 50 experts, provenant des pays « auteurs » des RCAA, à savoir l'Australie, le Canada, la Grande-Bretagne et les États-Unis, participeront à cet événement. En outre, seuls quelques observateurs provenant de d'autres pays y assisteront, si bien que les participants pourront tirer parti de leur expérience et de leurs connaissances.

Les sujets à l'ordre du jour de la conférence recouvrent les questions qui apparaissent litigieuses et qui doivent faire l'objet de discussions approfondies. À ce propos, la vedette principale et la vedette de collectivité, le contenu par rapport au support, les points relatifs aux publications en série et le lien entre le code et le format MARC représentent quelques-uns des sujets qui seront abordés. Afin que les milieux bibliothéconomiques puissent être informés des divers aspects de cette conférence, un site World Wide Web (W3) a été créé (<http://www.nlc-bnc.ca/jsc/index.htm>).

Les sujets [...] recouvrent les questions qui apparaissent litigieuses et qui doivent faire l'objet de discussions approfondies.

Une description précise de la conférence, des énoncés de délimitation et la liste des conférenciers et des participants figurent sur ce site. Les communications finales pour la conférence doivent parvenir aux organisateurs d'ici la fin de juin; dès leur réception, elles seront affichées sur le W3. On prévoit l'élaboration d'un mécanisme qui permettra à toutes les parties intéressées à la fois d'apporter leurs commentaires en regard des communications et de faire part de leur propre expérience.

Bien qu'il semble facile de relever les problèmes, il sera plus difficile de déterminer l'orientation précise du processus d'examen à venir ou une approche pratique en vue de solutionner ces problèmes. Là réside tout le défi posé aux participants de la conférence et aux milieux bibliothéconomiques.

Pour plus de renseignements, communiquer avec :
Jean Weihs
Directrice de la Conférence
6, avenue Edgar
Toronto (Ontario)

M4W 2A9
Téléphone : (416) 925-2037
Télécopieur : (416) 925-4707
Internet :
76265.2144@compuserve.com
ou

Ralph W. Manning
Président, JSC
Programmes nationaux et internationaux
Bibliothèque nationale du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4
Téléphone : (613) 943-8570
Télécopieur : (613) 947-2016
ATME : (613) 992-6969
Internet : ralph.manning@nlc-bnc.ca ◆

Saviez-vous...

que les mises en candidature sont maintenant acceptées pour le Prix Agatha-Bystram pour l'initiative en matière de gestion de l'information de l'année 1997? Créé par le Conseil des bibliothèques du gouvernement fédéral en 1995, le prix reconnaît le rôle de direction dont un particulier ou un groupe a fait preuve en matière de gestion de l'information.

Pour plus de renseignements, communiquer avec :
Claude Blanchard
Programmes nationaux et internationaux
Bibliothèque nationale du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0N4
Téléphone : (613) 995-3904
Télécopieur : (613) 947-2916
ATME : (613) 992-6969
Internet :
claudette.blanchard@nlc-bnc.ca

La BNC à la CLA :

c'est un rendez-vous à Ottawa!

Des représentants de la Bibliothèque nationale du Canada sont heureux de rencontrer et d'accueillir leurs collègues lors de la conférence annuelle de la Canadian Library Association. Nous serons aux stands 206 et 208 où nous espérons vous y rencontrer et vous inviter à visiter la Bibliothèque nationale du Canada, située rue Wellington direction ouest, près du Centre des congrès.

Du 18 au 22 juin 1997





La mise en commun des ressources à l'aube du troisième millénaire

par Deborah Maxwell,
chef, Section du soutien des opérations, Division du catalogue collectif

Le 19 février dernier, le Comité du catalogue collectif du Conseil des bibliothèques du gouvernement fédéral tenait une session d'information sur l'avenir du catalogue collectif de la Bibliothèque nationale. La session visait à répondre aux préoccupations des milieux bibliothéconomiques fédéraux quant à la participation au catalogue collectif et à son développement futur.

David Balatti, directeur des Services bibliographiques à la Bibliothèque nationale du Canada, a ouvert la session en expliquant la politique actuelle de la Bibliothèque concernant le rôle des bibliothèques du gouvernement fédéral par rapport au catalogue collectif. Leur participation est cruciale pour la réussite du catalogue collectif dans son ensemble. Au cours de 1997-1998, la Bibliothèque nationale engagera des ressources pour ajouter au catalogue collectif des notices provenant de 12 autres bibliothèques du gouvernement fédéral par l'entremise du signalement MARA. Les bibliothèques participantes produiront des notices MARC et mettront à jour leurs mentions de fonds dans le catalogue collectif.

Emilie Lowenberg, chef de la Division du catalogue collectif de la Bibliothèque, a examiné les exigences techniques de signalement au catalogue collectif ainsi que les méthodes utilisées par les bibliothèques participantes et la Bibliothèque nationale. La Division du catalogue collectif accepte des signalements des bibliothèques pour tous les types de publications sur tous les supports, notamment des publications en série, des monographies, des microformes, des publications en braille, des imprimés en gros caractères, des partitions, des enregistrements sonores, des fichiers informatiques ainsi que des cartes.

L'un des résultats de l'Examen des programmes, entrepris par les ministères et organismes fédéraux, a débouché sur un recentrage en faveur d'un traitement utilisant la technologie, plutôt que des

procédés manuels à la Bibliothèque nationale. La mise à jour du catalogue collectif dépend des acquisitions lisibles par machine (MARA) et du signalement des mises à jour aux mentions de fonds ajoutées au système AMICUS de la

**Leur participation
[bibliothèques du
gouvernement
fédéral] est cruciale pour
la réussite du catalogue
collectif dans son
ensemble.**

Bibliothèque. Pour s'assurer que les programmes de chargement de notices MARA identifient correctement les notices d'arrivée qui correspondent à des notices MARC en ligne existantes dans la base de données AMICUS, et pour éviter le dédoublement de notices dans la base de données, il importe que les bibliothèques participantes respectent des normes établies, notamment le format CAN/MARC et les *Règles de catalogage anglo-américaines*, 2^e édition (révision de 1988). La communication uniforme entre des bibliothèques qui signalent des fonds et la Bibliothèque nationale est également importante.

À la suite des exposés préliminaires, un débat de spécialistes s'est engagé sur deux expériences

récentes dans des bibliothèques du gouvernement fédéral concernant le signalement au catalogue collectif par l'entremise de MARA. Parmi les experts figuraient à la fois des représentants des bibliothèques clientes et de leurs fournisseurs de systèmes respectifs. Deux experts du groupe, Diane Rudzevicius, bibliothèque de la Cour suprême du Canada, et Danielle Jacques, Bibliothèque canadienne de l'agriculture, Agriculture et Agroalimentaire Canada, ont décrit l'évolution du signalement MARA à leur bibliothèque. Gretchen Cheung, de Bestseller, et David Alexander, de Geac, ont présenté tous deux le point de vue des fournisseurs afin d'aider les bibliothèques clientes à signaler des fonds au catalogue collectif.

Diane Rudzevicius a insisté sur le fait que la question essentielle à sa bibliothèque consistait à créer des mécanismes pour empêcher que certaines notices soient signalées au catalogue collectif : par exemple, des notices importées de serveurs bibliographiques, mais non encore analysées à l'interne, et les notices brèves d'acquisition créées au moment de la commande. Elle a expliqué de quelle façon sa bibliothèque et son fournisseur de systèmes, Bestseller, s'y sont pris pour permettre le signalement des retraits du catalogue collectif à l'aide de protocoles de transfert de fichiers (FTP). Gretchen Cheung a parlé du signalement MARA du point de vue du fournisseur. Quelqu'un a suggéré que les bibliothèques du gouvernement fédéral exigent que les soumissionnaires énumèrent leurs produits optionnels dans les demandes de propositions (DP) concernant les nouveaux systèmes. Cela permettra aux bibliothèques d'évaluer tout le potentiel de chaque soumission. La seconde spécialiste des bibliothèques du gouvernement fédéral, Danielle Jacques, a relevé d'autres problèmes dans le signalement au catalogue collectif à l'aide des FTP. Elle a expliqué comment sa bibliothèque a collaboré avec le fournisseur, Geac, et avec la Bibliothèque nationale pour effectuer des modifications dans le signalement. David Alexander, de Geac, a souligné l'importance de la communication. Les experts se sont entendus sur le fait que le



signalement MARA nécessite une collaboration entre une Bibliothèque nationale, le fournisseur de systèmes et la bibliothèque qui signale des fonds.

La dernière conférencière, Carrol Lunau, agente de la mise en commun des ressources aux Programmes nationaux et internationaux à la Bibliothèque nationale du Canada, a traité de la question de l'avenir du catalogue collectif de la Bibliothèque nationale à la lumière des travaux en cours qui portent sur la version virtuelle du Catalogue collectif canadien (vvCcc). Elle a insisté pour dire

... la question essentielle [...] consistait à créer des mécanismes pour empêcher que certaines notices soient signalées au catalogue collectif...

que la création de la vvCcc est un objectif à long terme. La Bibliothèque nationale a lancé un projet contrôlé de liaison des bases de données à l'aide du protocole Z39.50 pour la recherche et le repérage de l'information (voir « Le projet pilote de version virtuelle du Catalogue collectif canadien (vvCcc) », *Nouvelles de la Bibliothèque nationale*, vol. 29, n° 2, février 1997, p. 13-14). Le projet pilote compte 18 participants, notamment des bibliothèques universitaires, publiques et gouvernementales, de même que des consortiums. Les notices collectives du groupe dépassent les 50 millions. Les bibliothèques du gouvernement fédéral ont été invitées à participer à la phase 2 du projet. La Bibliothèque nationale collabore avec des fournisseurs afin d'obtenir des exemplaires d'essais de certains progiciels clients qui seront installés dans des bibliothèques à des fins d'essai durant le projet. En outre, la Bibliothèque nationale élabore une passerelle Z39.50 sur le World Wide Web (W3). La passerelle permettrait aux bibliothèques d'utiliser leur navigateur W3 pour effectuer des recherches dans la vvCcc.

À la fin de la réunion, les participants ont levé la séance pour entamer des sessions de discussion avec des représentants des fournisseurs de logiciels, notamment Geac, Best-Seller, Sirsi, Innovative Interfaces, DRA, International Library Systems et Ameritech, terminant ainsi une réunion intéressante et utile.

Pour plus de renseignements sur le catalogue collectif, communiquer avec :
Emilie Lowenberg
Chef, Division du catalogue collectif
Téléphone : (819) 997-7990
Télécopieur : (819) 953-0291
ATME : (613) 992-6969
Internet : emilie.lowenberg@nlc-bnc.ca

Pour plus de renseignements sur le projet de version virtuelle du Catalogue collectif canadien, communiquer avec :
Carrol Lunau
Agente de la mise en commun des ressources
Programmes nationaux et internationaux
Téléphone : (613) 996-3262
Télécopieur : (613) 947-2916
ATME : (613) 992-6969
Internet : carrol.lunau@nlc-bnc.ca

Adresse postale de ces deux personnes :
Bibliothèque nationale du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4 ♦

COLLABORATION ENTRE LA

Bibliothèque nationale du Canada et des fournisseurs de systèmes de bibliothèque

par Carrol D. Lunau,
Programmes nationaux et internationaux

Le 6 février 1997, Gisèle DeVillers, Oryst Iwanycky et Carrol Lunau de la Bibliothèque nationale du Canada ont rencontré des représentants de fournisseurs de systèmes de bibliothèque automatisés en vue de former des partenariats avec le secteur privé afin d'améliorer les services offerts à leurs clients respectifs, les bibliothèques

canadiennes. Le but de la réunion consistait à établir des liens avec ces entreprises et à résoudre des questions liées à l'interfonctionnement du système AMICUS de la Bibliothèque nationale et les systèmes des fournisseurs.

Les participants ont discuté de sujets tels l'intégration des notices AMICUS téléchargées dans les systèmes des fournisseurs, le signalement des notices MARA au catalogue collectif et la version virtuelle du Catalogue collectif canadien (vvCcc). Les fournisseurs se montrent très intéressés par la vvCcc, de

sorte que pour un certain nombre d'initiatives, ils agiront à titre de partenaires dans le cadre de ce projet; ainsi, des fournisseurs rendront disponible l'information ayant trait aux capacités de leurs serveurs Z39.50 et ils effectueront des mises à l'essai visant à évaluer l'interfonctionnement de leurs systèmes-clients Z39.50 avec le serveur AMICUS.

En ce qui concerne la question des mentions de fonds et du protocole Z39.50, il ressort que certains fournisseurs entendent mettre en

(suite à la page 12)

Répertoires de mise en commun des ressources

par Carol Smale,
directrice, Services de mise en commun des ressources

La Bibliothèque nationale du Canada prévoit monter un répertoire canadien des politiques de prêt entre bibliothèques sur le World Wide Web (W3). Ce répertoire permettrait, à l'échelle internationale, un accès actuel, rapide et efficient à un répertoire commun qui contiendra des sigles de bibliothèque, des adresses, des noms de personnes-ressources et des

numéros de téléphone, de même que de l'information précise en matière de politiques de bibliothèque. Le répertoire canadien devrait être disponible vers le début de 1998.

Ce projet s'inscrit dans la foulée des travaux effectués par le Projet nord-américain de prêt entre bibliothèques et de livraison de documents (NAILDD), auquel la Bibliothèque nationale du Canada participe (voir ailleurs dans le présent numéro). Le sujet de la nécessité et du bien-fondé d'uniformiser l'information ayant trait à la fois aux politiques et aux communications a d'abord été soulevé à la réunion du Groupe de mise en oeuvre du protocole de PEB américain (IPIG) du NAILDD, à l'été de 1996, où les membres ont demandé que cette question soit débattue par les membres du Groupe de mise en oeuvre et de développement (DIG). À la réunion suivante du DIG, la création des répertoires de politiques de prêt entre bibliothèques et l'uniformisation des éléments de données de ces répertoires a donné lieu à des débats animés. Il a été convenu que chacun de ces deux sujets, à savoir la liste des éléments de données et la sélection de la norme de répertoire utilisée pour stocker les éléments de données (p. ex., LDAP ou X.500), ferait l'objet de discussions distinctes.

À la fin d'une session productive, les membres du DIG ont proposé qu'un petit groupe composé de membres volontaires du IPIG et du DIG soit chargé d'élaborer la liste des éléments de données. Ensuite, les deux groupes passeront cette liste en revue, et le IPIG déterminera la longueur des zones et les

éléments qui devraient être obligatoires et ceux qui devraient être facultatifs. Le IPIG déterminera également les options de communication qui seront privilégiées. La Bibliothèque nationale du Canada participera à ces discussions.

(Bibliothèque nationale du Canada et des fournisseurs de systèmes... suite de la page 11)

application la structure d'enregistrement OPAC (catalogue public en direct). Cette structure d'enregistrement, précisée dans la norme Z39.50, permet le transfert à la fois de la mention de fonds et de la notice bibliographique. Toutefois, cette structure comprend certaines options, notamment d'avoir à choisir entre une notice MARC de mention de fonds ou une mention de fonds accompagnée d'une description des activités de prêt. En 1995, la Bibliothèque nationale a proposé

Fournisseurs de systèmes de bibliothèque qui ont participé à la réunion

- Ameritech Library Services (Canada) Inc.
- Best-Seller Inc.
- DRA Information Inc.
- Endeavor Information Systems Inc.
- Geac Canada Limited
- ILS International Library Systems Corp.
- Innovative Interfaces Inc.
- ISM Library Information Services
- The Library Corporation
- Sea Change Corporation
- Sirsi Corporation

Nous prévoyons que la U. S. National Information Standards Organization (NISO) approuvera ce projet et lui conférera probablement un statut de normalisation internationale par le biais de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Pour plus de renseignements, communiquer avec :

Carol Smale
Directrice, Services de mise en commun des ressources
Bibliothèque nationale du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0N4
Téléphone : (613) 992-1752
Télécopieur : (613) 996-4424
ATME : (613) 992-6969
Internet : carol.smale@nlc-bnc.ca ♦

qu'un résumé des données sur les mentions de fonds au catalogue collectif soit compris dans une notice bibliographique complète MARC. La Bibliothèque nationale réévaluera cette proposition à la suite des discussions avec les fournisseurs et d'un réexamen par le Groupe de mise en oeuvre de la norme Z39.50 (ZIG). En juin 1997 est prévue une réunion de suivi à laquelle sont conviés les fournisseurs et les participants à la vvCcc.

Un des objectifs du projet de vvCcc consiste à résoudre les problèmes inhérents à l'environnement virtuel d'un catalogue de bibliothèque. À ce sujet, le rôle des fournisseurs revêt une importance cruciale. Seule la collaboration étroite de tous les intervenants permettra la création d'une vvCcc qui satisfera aux besoins des Canadiens d'avoir un accès équitable aux mentions de fonds des organisations canadiennes.

Pour plus de renseignements, communiquer avec :

Carrol D. Lunau
Programmes nationaux et internationaux
Bibliothèque nationale du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0N4
Téléphone : (613) 996-3262
Télécopieur : (613) 947-2916
ATME : (613) 992-6969
Internet : carrol.lunau@nlc-bnc.ca ♦



Quelques données statistiques sur le prêt entre bibliothèques au Canada

par Carrol D. Lunau,
Programmes nationaux et internationaux

Dans le cadre du Programme national de statistiques de base des bibliothèques canadiennes, les bibliothèques devaient consigner le nombre de demandes de prêt et d'emprunt entre bibliothèques reçues et envoyées (voir « Programme de statistiques de base des bibliothèques canadiennes », Nouvelles de la Bibliothèque nationale,

vol. 29, n° 2, février 1997, p. 11-12). Six cent six des 1 706 bibliothèques qui ont répondu à l'enquête par des données de 1994 ont fourni des réponses aux questions liées au PEB. L'analyse des réponses par type de bibliothèque montre que 75,9 p. cent des bibliothèques d'établissements d'enseignement, 11,6 p. cent des bibliothèques publiques, 63,1 p. cent des bibliothèques à but lucratif, 78,6 p. cent des bibliothèques gouvernementales, 58,5 p. cent des bibliothèques à but non lucratif et 80 p. cent des bibliothèques provinciales ont répondu aux questions ayant trait au PEB.

Des 813 620 demandes d'emprunt, 76,8 p. cent ont été remplies. La majorité

de ces demandes ont été remplies par des bibliothèques de la même province ou du même territoire (65,1 p. cent). Seules 14,7 p. cent des demandes d'emprunt auxquelles on a donné suite ont été remplies par des bibliothèques à l'étranger, ce qui indique que le pays respecte sans peine la ligne directrice, qui stipule une autonomie nationale dans une proportion de 80 p. cent des demandes, proposée par le programme Accès universel aux publications de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques (IFLA).

Les demandes de prêt, au nombre de 1 311 139, ont été exécutées dans une proportion de 47,7 p. cent, dont 67,9 p. cent pour des bibliothèques de la même province ou territoire et 5,5 p. cent pour des bibliothèques d'autres pays.

À l'heure actuelle, l'Association of Research Libraries (ARL) mène de nouveau son étude des coûts déjà faite en 1993, à laquelle participent un certain nombre de membres canadiens. Les résultats de cette nouvelle étude seront connus plus tard en 1997 et seront comparés aux données de 1995 du Programme de statistiques de base des bibliothèques. Il est clair que les activités de PEB au Canada sont importantes et qu'il sera utile d'en connaître davantage au sujet des coûts.

Pour plus de renseignements, communiquer avec:
Carrol D. Lunau
Programmes nationaux et internationaux
Bibliothèque nationale du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0N4
Téléphone : (613) 996-3262
Télécopieur : (613) 947-2916
ATME : (613) 992-6969
Internet : carrol.lunau@nlc-bnc.ca ◆

Saviez-vous...

qu'il existe désormais un lien à partir de la page d'accueil de la version virtuelle du Catalogue collectif canadien (vCcc) vers un « Répertoire des cibles Z39.50 au Canada » ? Un service permettant aux bibliothèques canadiennes d'inscrire leur service cible Z39.50, le répertoire offre des descriptions des serveurs Z39.50 participant au projet de vCcc et donne les renseignements nécessaires pour configurer le logiciel client avec différents serveurs. Adresse : <http://www.nlc-bnc.ca/ressource/vcuc/f-index.htm>

Le point sur la norme internationale de PEB

La Bibliothèque nationale du Canada participe aux activités du Projet nord-américain de prêt entre bibliothèques et de livraison de documents (NAILDD) et de ses sous-comités depuis sa création en 1993. L'objectif de cette participation consiste à faire en sorte que les besoins des bibliothèques canadiennes soient exprimés au cours des discussions dans le cadre du projet.

En avril 1987, la Bibliothèque nationale du Canada a d'abord mis en oeuvre le protocole canadien de PEB, fondement sur lequel s'est appuyée la norme internationale. Par la suite, lorsque l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a adopté la norme internationale au début des années

1990, le système de PEB/ILL de la Bibliothèque a dû être modifié légèrement pour s'y conformer. Enfin, les progrès accomplis par les fournisseurs sur le plan du développement de systèmes basés sur le protocole de PEB au cours des 12 derniers mois ont été très prometteurs.



L'article ci-après est extrait d'un communiqué diffusé par l'Association of Research Libraries (ARL) à Washington, D.C., le 5 mars.



Le Projet NAILDD de l'ARL permet une percée dans l'application de la norme internationale de PEB; une étape marquante dans la mise en commun des ressources à l'échelle internationale

À l'heure actuelle, sept (7) fournisseurs importants de systèmes de prêt entre bibliothèques et de livraison de documents (PEB/LD) procèdent à la mise à l'essai de la norme de communication internationale pour le prêt entre bibliothèques. D'autres fournisseurs, au nombre de 21, sont sur le point de mettre à l'essai ou se sont engagés à ce que leurs produits se conforment à la norme internationale et ce, d'ici la fin de 1997, pour la plupart. Cette norme internationale (ISO 10160 et 10161, le « protocole de PEB ») fait en sorte que différents systèmes de PEB/LD puissent communiquer entre eux. Un tel interfonctionnement permettra aux bibliothèques d'optimiser l'accès aux ressources d'information, de rationaliser le déroulement et le traitement du travail à l'interne et de réduire au minimum les interventions du personnel, ce qui amènera une diminution du coût de la main-d'œuvre pour les bibliothèques.

Ces organismes fournisseurs de systèmes de PEB/LD, qu'il s'agisse des organismes à but lucratif ou de ceux à but non lucratif, sont membres du Groupe de mise en oeuvre du protocole de PEB (IPIG), formé à la fin de 1995 et faisant partie du Projet nord-américain de prêt entre bibliothèques et de livraison de documents (NAILDD) de l'ARL, et qui vise à accélérer la mise en oeuvre de la norme internationale de PEB. Bien qu'à l'origine les activités du Groupe étaient axées sur les fournisseurs des États-Unis, à l'heure actuelle, le Groupe comprend plus de 30 organisations et projets aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Grande-Bretagne, à Singapour, en Italie, en Inde et en Suède.

Certaines de ces organisations ont devancé le calendrier de mise en oeuvre établi par l'IPIG parce qu'elles ont compris l'importance et la valeur d'emprunter la voie de la conformité au protocole. Par ailleurs, certains membres du IPIG se sont attaqués à la tâche d'encoder tous les messages du protocole afin de l'intégrer complètement dans leurs produits lo-

caux, plutôt que d'intégrer seulement les messages convenus au départ par les participants du IPIG.

Le IPIG possède un caractère distinct, spécialement pour l'ARL, puisqu'il permet de rassembler des fournisseurs en vue de favoriser la collaboration tout en encourageant la concurrence. Pour les représentants des prestataires de services bibliographiques nationaux, des fournisseurs de systèmes locaux, des fournisseurs de services de livraison de documents et des réalisateurs de logiciels, le IPIG sert de tribune neutre qui leur permet de se rencontrer et de voir comment ils peuvent unir leurs efforts en vue d'atteindre un but commun, à savoir l'interfonctionnement des systèmes, priorité déterminée par les milieux bibliothéconomiques.

Le IPIG a également facilité la collaboration informelle entre différents fournisseurs qui s'est traduite par plusieurs

... le Groupe [IPIG] comprend plus de 30 organisations et projets...

nouveaux partenariats liés à la mise en oeuvre du protocole. Parallèlement, le Projet NAILDD favorise un climat d'émulation en encourageant de multiples fournisseurs et organisations à utiliser la norme internationale de PEB afin d'offrir aux bibliothèques maintes options de communication pour la transmission des messages de PEB. La multiplicité de ces options acquiert une importance croissante dans un contexte de mise en commun des ressources à l'échelle internationale.

Depuis le début de 1997, l'OCLC, the Library Corporation (TLC), Innovative Interfaces Inc. (III), DRA, Triangle Research Libraries Network (TRLN), l'Institut canadien de l'information scientifique et technique (ICIST) et Fretwell-Downing, basé en Grande-Bretagne, ont envoyé avec succès des messages de PEB

à d'autres partenaires du IPIG qui utilisent le protocole de PEB. Ces sept organisations viennent joindre les rangs de la Bibliothèque nationale du Canada, de l'Université du Québec, de TKM, et d'ISM qui, depuis le milieu des années 1990, utilisent tous le protocole de PEB international pour transmettre leurs messages de PEB.

La liste des fournisseurs qui s'approprient à mettre en oeuvre le protocole comprend Ameritech, Auto-Graphics, la British Library, CARL Corp., le CILLA Project (Australie), CPS Systems, DDE-ORG (Inde), EBSCO/Document Services, EOSInternational, Finsiel (Italie), Gaylord, le JEDDS Project (Australie), LIBRIS (Suède), NSI, le National Library Board of Singapore, la National Library of Medicine, Research Libraries Group, SIRSI, Silver Platter, VTLS et WLN.

En 1994-1995, les 120 bibliothèques nord-américaines membres de l'ARL ont effectué plus de 6,3 millions de transactions d'emprunt et de prêt dans le cadre du PEB. Le nombre de demandes de PEB transigées avec des bibliothèques d'outre-mer a augmenté au cours des dernières années en raison, pour la plus grande part, de l'existence d'un plus grand nombre de fournisseurs éventuels de bibliothèque et de l'utilisation accrue de logiciels de messagerie électronique. Un des derniers obstacles à l'accroissement de la mise en commun des ressources à l'échelle internationale demeure l'incapacité d'envoyer les demandes par voie électronique aux bibliothèques d'outre-mer ou à d'autres fournisseurs, d'où l'importance du protocole dans le cadre de la mise en commun des ressources à l'échelle internationale.

Pour plus de renseignements sur la mise en oeuvre du protocole de PEB ou sur le Projet NAILDD, communiquer avec :
Mary E. Jackson
Access & Delivery Services Consultant
Association of Research Libraries
21 Dupont Circle
Washington, DC 20036
Téléphone : (202) 296-2296
Télécopieur : (202) 872-0884
Internet : mary@cni.org
Page d'accueil Web :
<http://arl.cni.org/access/access.html> ◆



PROGRAMMES PUBLICS

REGARDER DES ILLUSTRATIONS :

une nouvelle exposition à la Bibliothèque nationale du Canada

La plus récente exposition de la Bibliothèque nationale du Canada, « L'Art d'illustrer : un éloge des illustrateurs canadiens contemporains de livres pour enfants » est ouverte au public depuis le 24 avril dernier, après deux ans de planification.

L'exposition souligne trois décennies de réalisations par des illustrateurs canadiens de livres pour enfants. Puisant surtout dans les ressources de la Collection des manuscrits littéraires de la Bibliothèque nationale du Canada, l'exposition comprend des illustrations originales par Marie-Louise Gay, Ann Blades, Gilles Tibo, Elizabeth Cleaver et d'autres. Les illustrations et d'autres documents complémentaires — des croquis, des dessins, des scénarios-maquettes, des notes et des lettres — ont été acquis dans les années 1980 et 1990 afin de compléter les ressources imprimées de la Bibliothèque en matière d'études canadiennes, et de soutenir les travaux du Service de littérature de jeunesse de la Bibliothèque. À l'occasion de l'exposition, un certain nombre d'autres artistes, tels Ted Harrison, Michèle Lemieux, Maryann Kovalski et Alan Daniel ont également prêté des illustrations originales.

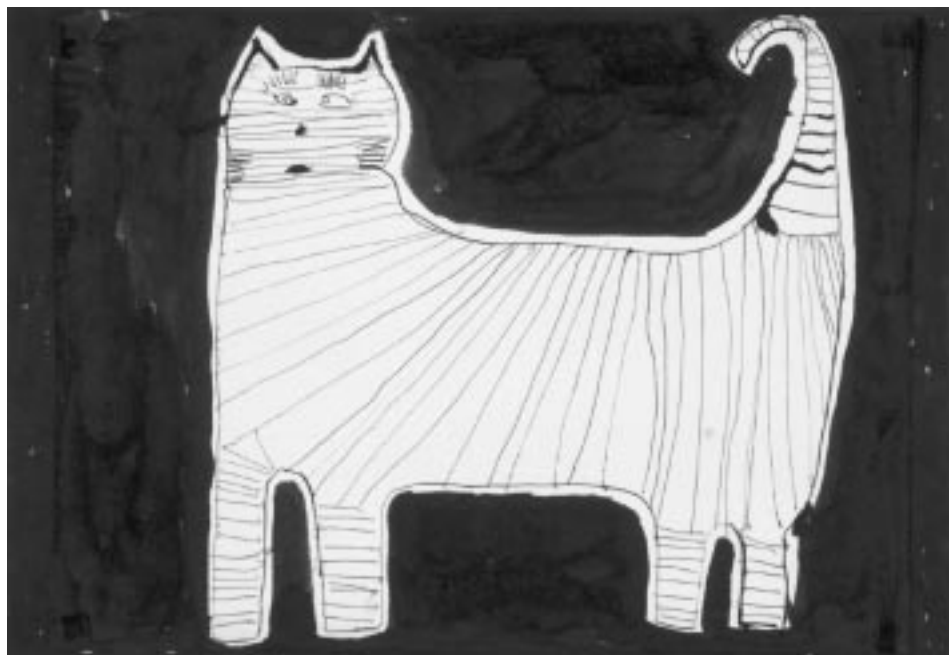
Bien des facteurs ont contribué à la croissance de l'illustration dans les livres canadiens pour enfants au cours des 30 dernières années. Les éditeurs, les librairies, les associations, les cours d'université, les tables rondes, les cercles d'écrivains, les revues littéraires, ainsi que les prix pour la littérature de jeunesse y ont joué un rôle important. Les tendances dans le domaine de l'éducation et les parents qui exigent des documents canadiens ont imprimé un élan au développement de l'illustration pour les enfants dans notre pays.

Des auteurs, des illustrateurs et des éditeurs ont répondu à ces intérêts et

exigences en créant une foule de contes et de livres d'art où des thèmes et des décors canadiens abondent. Les meilleurs livres canadiens d'aujourd'hui présentent aux enfants de bons textes et de bonnes illustrations et, en même temps, donnent

caricature, les livres didactiques et le stylisme (des personnes qui travaillent dans le collage, la pâte à modeler ou le tissu). Ces divisions s'inspirent de la description des styles artistiques traditionnels dans *The New Republic of Childhood: A Critical Guide to Canadian Children's Literature in English*, par Sheila Egoff et Judith Saltman (Toronto : Oxford University Press, 1990). Bien que les grandes catégories donnent une idée de la structure de l'exposition, on espère que les différences parmi les illustrateurs,

Les meilleurs livres canadiens d'aujourd'hui présentent aux enfants de bons textes et de bonnes illustrations...



Tiré de *Alphabet Book*, édité par Anne Wyse (Toronto : University of Toronto Press, 1969).

une idée de ce qu'est notre pays et sa culture. Les illustrations dans les livres canadiens pour enfants ont été bien accueillies sur le plan international et sont caractérisées par leur haute qualité, de même que par la diversité de l'approche et du style.

« L'Art d'illustrer » se divise en sept catégories : l'art naïf, le réalisme magique, le réalisme, le romantisme, la

de même que les points forts et le plaisir que procure le style de chacun seront tout aussi frappants.

« L'Art d'illustrer » accueillera les visiteurs depuis le 24 avril jusqu'au 7 décembre 1997, à la salle d'exposition principale de la Bibliothèque nationale, au 395, rue Wellington à Ottawa. L'exposition est ouverte de 9 h à 22 h 30

(suite à la page 17)

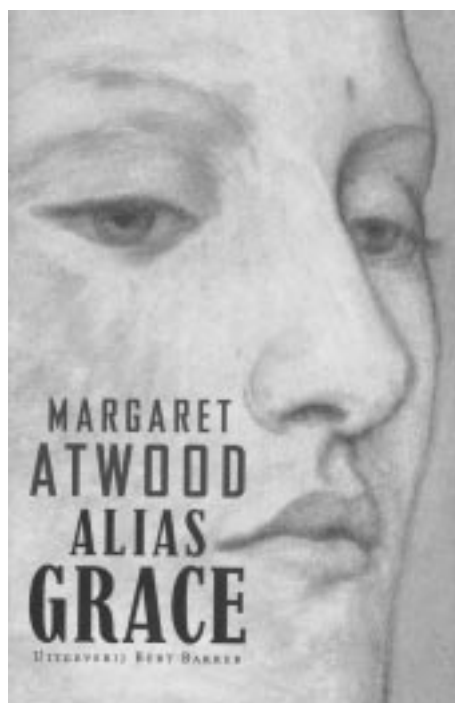


Les auteurs canadiens traduits

par Pat MacDonald,
Division de la sélection et de l'acquisition, Acquisitions et services bibliographiques

« Nos auteurs sont parmi nos ambassadeurs les plus efficaces : dans des pays comme le Japon, l'Allemagne, la France et le Mexique, nous sommes connus probablement autant à travers notre littérature que toute autre chose. » (traduction libre)

— Roch Carrier, directeur,
Conseil des arts du Canada



Traduction en néerlandais de *Alias Grace*.

Pendant le mois de mai 1997, la Bibliothèque nationale du Canada a célébré le 40^e anniversaire du Conseil des arts du Canada en présentant une exposition d'oeuvres d'auteurs canadiens en traduction. Cette exposition, rendue possible grâce à des dons de livres du Conseil des arts du Canada, reflète la collaboration qui unit le Conseil et la Bibliothèque nationale afin de promouvoir la culture canadienne. Les livres ont été choisis parmi des oeuvres

publiées dans le cadre du programme Subvention à la traduction internationale, financé conjointement par le Conseil des arts du Canada et Affaires étrangères et Commerce international Canada. Les ouvrages d'auteurs canadiens publiés à l'étranger composent également une part importante de la collection de documents canadiens de la Bibliothèque nationale.

Le programme Subvention à la traduction internationale du Conseil favorise la promotion de la littérature canadienne à l'étranger en offrant de l'aide à des éditeurs étrangers en vue de traduire des ouvrages de littérature canadienne en d'autres langues que le français ou l'anglais. À l'heure actuelle, l'accent porte sur des livres d'auteurs mis en nomination ou lauréats de prix littéraires administrés par le Conseil (les Prix littéraires du Gouverneur général, le Prix littéraire Canada-communauté francophone de la Belgique, le Prix du livre Canada-Japon, et le Prix littéraire Canada-Suisse). Un certain nombre de livres présentés à l'exposition de la Bibliothèque nationale proviennent de cette catégorie, tels *Alias Grace* de Margaret Atwood, *Home Truths* de Mavis Gallant, *Collected Works of Billy the Kid* de Michael Ondaatje et *The Stone Diaries* de Carol Shields. Depuis la création du programme Subvention à la traduction internationale en 1980-1981, près de 700 ouvrages canadiens ont été traduits en plus de 40 langues. À cet égard, le Danemark, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et la Suède ont produit le plus grand nombre de traductions. Le programme Subvention à la traduction internationale, qui permet à des auteurs canadiens d'avoir accès à un lectorat international et accroît le marché des livres canadiens, a connu un succès appréciable. À cet effet, un investissement de 160 000 \$ en 1995-1996 a généré des ventes de livres

qui se sont chiffrées à plus de deux millions de dollars. L'exposition illustre les résultats fructueux qui découlent d'un investissement dans une industrie culturelle canadienne d'importance, de même que l'engagement de la Bibliothèque nationale envers l'édification de la collection de documents canadiens la plus en vue à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, certains sites d'auteurs canadiens sur le World Wide Web (W3) permettent de mesurer le succès qu'ils

Saviez-vous...

que la collection du Service de recherche en littérature canadienne de la Bibliothèque nationale possède les manuscrits littéraires de Michael Ondaatje ? *Le patient anglais*, adaptation cinématographique de son roman, *L'homme flambé*, a remporté neuf Oscars aux Academy Awards en mars dernier. Pour fêter l'événement, la Bibliothèque nationale a tenu son premier « présentoir des Oscars », en montrant certaines des nombreuses éditions en langues étrangères de l'ouvrage *L'homme flambé*, qui a remporté le prix Booker de 1992 de même que le Prix littéraire du Gouverneur général de 1996 dans la catégorie Romans et nouvelles en langue anglaise.



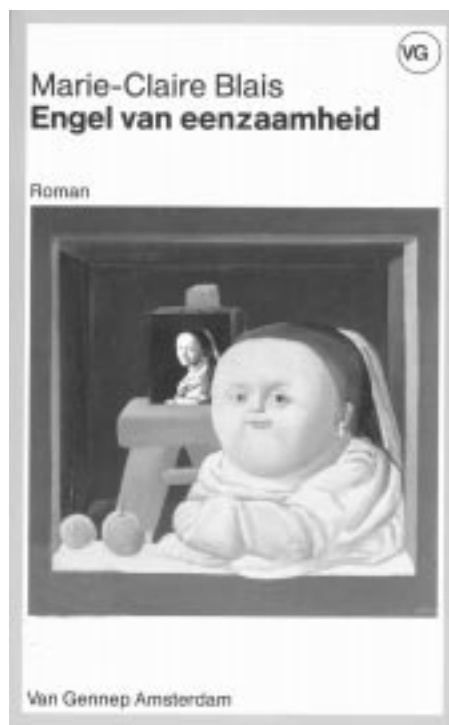


connaissent à l'échelle internationale. Ainsi, le site de Margaret Atwood met en évidence de manière assez efficace son statut tant national qu'international. D'une part, il renferme des listes distinctes des éditions étrangères de 39 de ses livres disponibles dans 34 pays et, d'autre part, il illustre la vogue de popularité que connaissent notamment *Oeil-de-chat*, *La servante écarlate*, et *La voleuse d'hommes* à l'échelle internationale. Puisque rassembler une collection qui comporte toutes les éditions d'œuvres d'auteurs canadiens pose tout un défi, les dons, comme ceux offerts par le Conseil des arts du Canada, constituent un élément essentiel pour la Bibliothèque nationale.

Pour plus de renseignements, communiquer avec :
Pat MacDonald
Division de la sélection et de l'acquisition
Bibliothèque nationale du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4
Téléphone : (819) 994-6850
Télécopieur : (819) 997-2395
ATME : (613) 992-6969
Internet : pat.macdonald@nlc-bnc.ca ♦



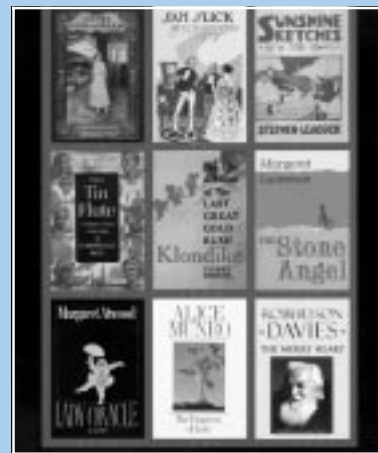
Traduction en italien de *The English Patient*.



Traduction en néerlandais de *L'Ange de la solitude*.

Saviez-vous...

que la Bibliothèque nationale a remporté un prix pour son exposition célébrant le 90^e anniversaire de la maison d'édition McClelland & Stewart ? Pendant le mois d'août 1996, la Bibliothèque, qui possède les documents d'archives d'auteurs publiés chez McClelland & Stewart tels Jack Hodgins, James Houston, Michael Ondaatje, Gabrielle Roy et Jane Urquhart, a exposé certains des livres remarquables de cette maison d'édition. En guise d'appréciation du travail des membres du personnel Robert Gosselin et Angie Savard qui ont monté l'exposition, McClelland & Stewart a fait parvenir à la Bibliothèque quelques-uns de ses nouveaux titres faisant partie de la collection New Canadian Library.



(Nouvelle exposition... suite de la page 15)

chaque jour, et l'entrée est libre. Une version électronique de l'exposition, qui comprend des biographies d'artistes de même que des bibliographies thématiques et un bref historique, peut être consultée sur le site Web par le biais de la page d'accueil de la Bibliothèque nationale (<http://www.nlc-bnc.ca>).

Pour plus de renseignements sur l'exposition, communiquer avec :

Andrea Paradis
Programmes publics
Services de recherche et d'information
Téléphone : (613) 992-3052
Télécopieur : (613) 947-2706
ATME : (613) 992-6969
Internet : andrea.paradis@nlc-bnc.ca

Pour plus de renseignements sur le Service de littérature de jeunesse, communiquer avec :
Mary Collis

Service de littérature de jeunesse
Services de recherche et d'information
Téléphone : (613) 996-7774
Télécopieur : (613) 995-1969
ATME : (613) 992-6969
Internet : clsslj@nlc-bnc.ca

Adresse postale de ces deux personnes :
Bibliothèque nationale du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4 ♦



Canadian Library/Information Science Research Projects

Compiled by Deborah Pelletier, Reference Librarian

The following is a list of those Canadian research projects, both completed and ongoing, that were reported by individual researchers and interested organizations to Library Information Services from October 1996 through March 1997.

The research projects are classified as either ongoing or completed investigations. Within these divisions, the arrangement is alphabetic by name of researcher(s), although the title is given first. Titles are highlighted to facilitate scanning. The entries comprise, if available: person(s) responsible for the research, address of institution where the research is being done or was completed, sponsoring body or body financing the research, starting date and completion date (if applicable), estimated costs, project title and citations for reports on the project.

SECTION I: ONGOING RESEARCH PROJECTS/PROJETS DE RECHERCHE EN COURS

A feasibility study on potential for converting the Universal Decimal Classification into a fully faceted system.

Williamson, Nancy J.; McIlwaine, I. C. Faculty of Information Studies, University of Toronto, 140 St. George St., Toronto, ON M5S 3G6. UDC Consortium Travel Grants, University of Toronto Travel and Research Assistance. 1993-1998.

McIlwaine, I.C.; Williamson, N.J. — "Future revision of UDC: progress report on a feasibility study for restructuring". — *Extensions and corrections to the UDC, 1993*. — The Hague: UDC Consortium, 1993. — P. 11-17.

Williamson, N.J. — "Future revision of UDC: second progress report on a feasibility study for restructuring". — *Extensions and corrections to the UDC, 1994*. — The Hague: UDC Consortium, 1994. — P. 19-27.

McIlwaine, I.C.; Williamson, N.J. — "Restructuring of Class 61 — medical sciences". — *Extensions and corrections to the UDC*. — The Hague: UDC Consortium, 1995. — P. 11-66 (including selected schedules without notation).

McIlwaine, I.C.; Williamson, N.J. — "Restructuring of Class 61 — medicine". — *Extensions and corrections to the UDC*. — The Hague: UDC Consortium, 1996.

— P. 15-77 (including selected schedules with tentatively assigned notation).

Williamson, Nancy J. — "The Universal Decimal Classification: research to determine the feasibility of restructuring UDC into a fully-faceted system". — *Proceedings of the 5th ASIS SIG.CR Classification Research Workshop, Oct. 16, 1994*. — Edited by Raya Fidel et al. — Silver Springs, Maryland: American Society for Information Science, 1994.

Williamson, Nancy J. — "Deriving a thesaurus from a restructured UDC". — *Knowledge organization and change. Proceedings of the Fourth International ISKO Conference, 15-18 July 1996, Washington, D.C., USA*. — Edited by Rebecca Green. — Frankfurt/Main: INDEKS Verlag, 1996. — P. 370-377.

A study of the organization of Web sites on the Internet as the basis for a paper on "Organization of subject access to the Internet".

Williamson, Nancy J. Faculty of Information Science, University of Toronto, 140 St. George St., Toronto, ON M5S 3G6. A paper to be delivered at the "6th International Study Conference on Classification Research" to be held in London, UK, June 16-19, 1997.

Design criteria for multimedia information sources in an educational context.

Large, Andy; Beheshti, Jamshid. Graduate School of Library and Information Studies, McGill University, 3459 McTavish St., Montréal, PQ H3A 1Y1. Social Sciences and

Projets de recherche en bibliothéconomie et en sciences de l'information

Compilé par Deborah Pelletier, bibliothécaire de référence

Cette liste porte sur les projets de recherche canadiens, terminés et en cours, qui ont été signalés au Service d'information en bibliothéconomie par des chercheurs et des organismes intéressés entre octobre 1996 et mars 1997.

Les projets sont répartis en deux catégories, selon qu'ils sont terminés ou en cours, et sont classés par ordre alphabétique d'après le nom du chercheur, même si le titre apparaît en premier lieu. On a mis les titres en caractères gras pour faciliter la consultation de la liste. Les notices contiennent, dans la mesure du possible, les renseignements suivants : nom du (des) responsable(s) du projet, adresse de l'établissement où la recherche se fait ou a été effectuée, organisme chargé de parrainer le projet ou de le financer, date du début et de la fin du projet (s'il y a lieu), coûts approximatifs, titre du projet et références aux rapports sur le projet.

SECTION II: COMPLETED RESEARCH PROJECTS/PROJETS DE RECHERCHE TERMINÉS

The meaning of service: an ethnographic study of a public library in Québec.

Bouthillier, France. Faculty of Information Studies, University of Toronto, 140 St. George St., Toronto, ON M5S 3G6. 1996. (Doctoral Dissertation)

Bouthillier, F. — "Des ideologies et une culture; la signification sociale des bibliothèques publiques". — *Documentation et bibliothèques*. — Vol. 41, n° 4 (octobre-décembre 1995). — P. 205-216.

The changing world of scholarly communication: challenges and choices for Canada.

Fraser, Murray, Chair of the AUCC/CARL Task Force on Academic Libraries and Scholarly Communication. Suite 600, 350 Albert St., Ottawa, ON K1R 1B1. 1994-1996.

A survey of what Canadian teacher-librarians need now.

Galler, Anne M. Concordia University Library Studies (Fellow). National Library of Canada = Bibliothèque nationale du Canada, 395 Wellington, Ottawa, ON K1A 0N4. 1995-1996.

Canada's county and regional library systems: a national survey.

McAllister, Neil; Curry, A. School of Library, Archival, and Information Studies, University of British Columbia, 831 - 1956 Main Mall, Vancouver, BC V6T 1Z1. 1995.

Humanities Research Council of Canada = Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. 1996-1999. \$90 000.

Design and development of a multimedia CD-ROM.

Large, Andy; Beheshti, Jamshid. Graduate School of Library and Information Studies, McGill University, 3459 McTavish St., Montréal, PQ H3A 1Y1. Part of a Canada-Indonesia Islamic Higher Education Project currently in progress at McGill University to produce a multimedia CD-ROM, entitled "The Islamic Book", comprising unique or rare Islamic manuscript materials from the McGill University Libraries collection. / Fait partie du projet canado-indonésien d'enseignement supérieur islamique actuellement en cours à l'Université McGill pour la production d'un cédérom multimédia intitulé «The Islamic Book». Ce produit sera élaboré de sorte qu'il puisse contenir des manuscrits islamiques rares ou distincts tirés de la collection des bibliothèques de l'Université McGill.

Canadian academic libraries in a period of declining resources.

Auster, Ethel. Faculty of Information Studies, University of Toronto, 140 St. George St., Toronto, ON M5S 3G6. 1996. Social Sciences and Humanities Research Council of Canada = Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. 1995-1998. \$86 000.

Did You Know...

that the exhibition "From John Cabot to Samuel Hearne: Early North American Travel Narratives from the Rare Book Collection of the National Library of Canada" is appearing at the Canadian Embassy in Washington, D.C. from June 13 to July 27, 1997?

This exhibition of early printed travel narratives celebrates the 500th anniversary of the landing of John Cabot on the shores of North America. These books chronicle the efforts of French and English explorers on land and sea and contain their descriptions of lands and people written between the sixteenth and the eighteenth centuries. This selection shows collective works as well as original narratives by early explorers of New France, Louisiana and Florida and initial attempts to find the Northwest Passage. These books, illustrated with original maps and engravings, are part of the extensive Rare Book Collection of the National Library of Canada.

The Canadian Embassy is located at 501 Pennsylvania Avenue, and the exhibition is open from 9:00 a.m. to 5:00 p.m. from Monday through Friday. Call (202) 682-7797 for information.

Saviez vous que...

l'exposition «De Jean Cabot à Samuel Hearne : premiers récits de voyages en Amérique du Nord de la collection des livres rares de la Bibliothèque nationale du Canada» sera présentée à l'ambassade du Canada à Washington, D.C. du 13 juin au 27 juillet 1997?

Cette exposition de premiers récits de voyages célèbre le 500^e anniversaire de l'arrivée de Jean Cabot sur les côtes de l'Amérique du Nord. Ces ouvrages racontent les efforts des explorateurs français et anglais sur terre et sur mer et contiennent les descriptions des territoires et des peuples, textes rédigés entre les XVI^e et XVIII^e siècles. Cette sélection contient des ouvrages collectifs ainsi que des récits originaux des premiers explorateurs de la Nouvelle-France, de la Louisiane et de la Floride et les premières tentatives pour trouver le passage du Nord-Ouest. Ces ouvrages illustrés de cartes et gravures originales font partie de l'importante collection de livres rares de la Bibliothèque nationale du Canada.

L'ambassade du Canada est située au 501, avenue Pennsylvania et les heures d'ouverture sont de 9 h à 17 h du lundi au vendredi. Renseignements : (202) 682-7797.